

## Communiqué de presse

### 100% de grévistes dans l'unité de psychiatrie de Sarlat

Les personnels du service de psychiatrie ont décidé d'un mouvement de grève reconductible à compter du 14 mai minuit pour protester contre le départ d'un de nos collègues contractuel et plus globalement contre l'absence de remplacements des agents en congé maladie, mutation ou partis à la retraite. A ce jour, 100% des agents de psychiatrie se sont déclarés grévistes. Dans le cadre de ce dépôt de préavis de grève, la Direction a rencontré ce jour à 13 heures une délégation pluridisciplinaire des personnels de psychiatrie.

Au-delà de notre soutien à tous les contractuels licenciés sur l'établissement et l'ensemble des unités, avec à la clé des perspectives « d'optimisation » des postes restants comme le précise la direction, mais qui signifie pour nous, l'obligation de faire autant avec des moyens humains en moins, les personnels de psychiatrie ont réaffirmé le rejet du nouveau plan de redressement budgétaire et les économies réalisées encore une fois sur le dos des personnels et indirectement de nos patients.

Nous avons réitéré notre demande de voir améliorer les conditions d'accueil de nos patients hospitalisés (unité vétuste, dortoirs incompatibles avec le respect de l'intimité des patients,...) par la réalisation urgente de travaux de réhabilitation minimale de nos locaux et cela dans l'attente d'un projet de rénovation plus global ; le maintien de notre poste soignant de liaison et de fait la réintégration de l'agent licencié, poste qui demeure indispensable à la réinsertion sociale de nos patients le plus souvent isolés et sans famille.

Notre grève sera reconduite jusqu'à l'engagement formalisé de la Direction pour au moins deux de nos revendications jugées par nous prioritaires: le maintien de notre poste de liaison, les travaux d'amélioration de notre unité de soins.

Nous sommes bien évidemment conscients que le contexte national budgétaire imposé par les ARS (agences régionales de santé) et le Gouvernement, ne laisse pas une marge de manœuvre suffisante aux gestionnaires d'établissements publics, pour les faire fonctionner durablement et correctement, mais nous refusons cet état de fait comme une fatalité. Les plans d'austérité imposés chaque année aux hôpitaux publics comme à Sarlat, ne sont plus acceptables car ils entraînent une dégradation de notre système de soins, une dégradation de nos conditions de travail.

Nous avons eu le sentiment d'avoir été entendu par la direction sur le bien fondé de nos argumentations. Nous avons bien pour vocation commune de défendre notre hôpital dans le respect et la qualité de ses missions de soins et de prévention. Nous espérons maintenant qu'au-delà de l'écoute et du dialogue social instauré, des mesures immédiates et urgentes seront prises.

Fait à Sarlat, le 14 mai 2014